
**ORGANE DE REGLEMENT
DES DIFFERENDS**

DECISION N°2025-D00121/ARCOP/ORD

L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

Siégeant en matière de discipline à sa séance du 15 juillet 2025 contre le GROUPEMENT D'ENTREPRISES SONAF SA/COSTRUZIONI ICM SARL, (Référence SONAF SA : IFU 00010123 T et RCCM BF OUA 2009 M 2769 adresse 01 BP 5657 OUAGADOUGOU 01) et son Mandataire légal, Monsieur Guibrina NARE pour leur défaillance dans l'exécution du marché n°30/00/04/01/00/2023/00009 pour les travaux d'aménagement et de bitumage de voiries dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-dioulasso phase I (lot 04) voirie embranchement RN22 rues Nord et Ouest du Sanctuaire de Yagma (9,548 km);

Composé de :

Monsieur Lévi SAWADOGO, Président de séance,
Madame K. Sylvie SEREME/TAPSOBA,
Monsieur Abdouramane DIALLO,
Tous membres de l'ORD ;

Assisté de Madame K. Irène BAYANE/ZONGO, assurant le secrétariat de l'ORD ;

- Vu** *la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 portant réglementation générale de la commande publique au Burkina Faso ;*
- Vu** *le décret n° 2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 portant, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;*
- Vu** *le décret n° 2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;*
- Vu** *le décret n° 2024-1787/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage public déléguée, de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ;*
- Sur** *poursuite contre le GROUPEMENT D'ENTREPRISES SONAF SA/COSTRUZIONI ICM SARL, (Référence SONAF SA : IFU 00010123 T et RCCM BF OUA 2009 M 2769) et son Mandataire légal, Monsieur Guibrina NARE pour leurs défaillances relativement à l'exécution du marché ci-dessus cité ;*

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Les mis en cause entendus ;

A rendu la présente décision :

contre

le GROUPEMENT D'ENTREPRISES SONAF SA/COSTRUZIONI ICM SARL, (Référence SONAF SA : IFU 00010123 T et RCCM BF OUA 2009 M 2769) et son Mandataire légal, Monsieur Guibrina NARE ;

Statuant contradictoirement et à charge de recours devant la juridiction compétente ;

I. FAITS-PROCEDURE-PRETENTIONS-MOYENS DES PARTIES

l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a reçu l'ampliation de la décision de résiliation du marché concerné par lettre issue du Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (MID) en date du 26 décembre 2024 ;

il ressort en substance de cette décision que le GROUPEMENT D'ENTREPRISES SONAF SA/COSTRUZIONI ICM SARL a été titulaire du marché ci-dessus cité ; que dans le cadre de l'exécution dudit marché, deux (02) mises en demeure régulières lui ont été adressées sans suite ; qu'en conséquence, ledit marché a été résilié conformément à la réglementation en vigueur ;

II. DISCUSSION

A. sur la compétence,

considérant que le marché sus visé reste soumis aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 63 de la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 et des articles 209 et 213 du décret n° 2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 ci-dessus visé, l'ORD est compétent pour connaître de la défaillance des titulaires en matière de commande publique ;

considérant que les présentes poursuites visent des cas de défaillance ayant abouti à la résiliation du marché n°30/00/04/01/00/2023/00009 pour les travaux d'aménagement et de bitumage de voiries dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso phase I (lot 04) voirie embranchement RN22 rues Nord et Ouest du Sanctuaire de Yagma (9,548 km) ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

B. sur la recevabilité,

considérant qu'il ressort de l'article 213 in fine du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF suscité que : « l'Autorité de régulation de la commande publique établit périodiquement la liste des entreprises défaillantes » ;

considérant qu'aux termes des articles 38 et suivants du décret n°2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 précité, l'ORD peut recevoir des dénonciations des parties intéressées ou de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution d'une commande publique, statuer sur toute irrégularité dont les membres de l'ORD sont saisis, ou s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, les fautes et les infractions constatées sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des parties contractantes, des candidats ou des tiers ;

considérant que la procédure disciplinaire a été engagée contre le GROUPEMENT D'ENTREPRISES SONAF SA/COSTRUZIONI ICM SARL et son Mandataire légal dans le cadre de l'exécution du marché ci-dessus cité ;

qu'il convient, dès lors, de la déclarer recevable ;

C. Sur le fond,

considérant qu'aux termes de l'article 2 point 20 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF ci-dessus cité, « l'entreprise responsable, au cours des dix (10) dernières années pour les marchés de travaux et des trois (3) dernières années pour les autres natures de prestations, d'une inexécution partielle ou totale, d'une mauvaise exécution ou d'une exécution tardive ou dont un marché public a été résilié à son tort exclusif » est une entreprise défaillante ;

considérant qu'il ressort des textes en vigueur, notamment l'article 63 de la loi n°005-2024/ALT du 20 avril 2024 et les articles 209 et 213 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, que l'entreprise défaillante peut faire l'objet de plusieurs sanctions dont l'exclusion temporaire ou définitive et la sanction pécuniaire prononcées par l'Organe de règlement non juridictionnel des différends ;

considérant qu'aux termes des articles 73, 76, 78, 80 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, que les candidats à une consultation de consultants, une demande de cotation, un appel d'offres restreint, une entente directe ne doivent pas figurer sur la liste des entreprises défaillantes ;

considérant que le GROUPEMENT D'ENTREPRISES SONAF SA/COSTRUZIONI ICM SARL et leurs représentants légaux, ont été régulièrement saisi de la présente procédure par voie de signification d'huissier de justice ;

considérant qu'il est reproché aux GROUPEMENT D'ENTREPRISES SONAF SA/COSTRUZIONI ICM SARL et leurs représentants légaux respectivement messieurs Guibrina NARE et Elisée Dimketta Ibrahim KOMPAORE, de n'avoir pas rempli leurs obligations contractuelles, ce qui a conduit à la résiliation du marché ci-dessus cité ; qu'en effet, l'autorité contractante a dû résilier le contrat au regard de l'incapacité du titulaire du marché à exécuter les prestations telles que prévues aux contrats ;

considérant que la résiliation a été régulièrement prononcée et notifiée au titulaire du marché après deux (02) mises en demeure restées sans effets ;

considérant cependant, que GROUPEMENT D'ENTREPRISES SONAF SA/COSTRUZIONI ICM SARL et leurs représentants légaux bien que régulièrement convoqués par voie de signification d'huissier le 11 juillet 2025 ne se sont pas présentés à l'audience ; qu'il y a donc lieu de prendre une mesure conservatoire en attendant leurs comparutions effectives ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

- **qu'il est compétent ;**
- **que la procédure disciplinaire est recevable ;**
- **que vu l'acte de signification de correspondance produit par les soins de Maître Ghislaine SANOU, huissier de justice, en date du 11 juillet 2025 et reçu par Madame Amanda DIAWARA, secrétaire à SONAF SA ;**
- **que SONAF SA et son mandataire légal, Monsieur Guibrina NARE, chef de file du groupement D'ENTREPRISES SONAF SA/COSTRUZIONI ICM SARL, sont exclus à titre conservatoire de toutes les procédures de la commande publique jusqu'à leur comparution effective devant l'ORD ;**
- **que COSTRUZIONI ICM SARL, et le représentant légal du Directeur Général, Monsieur Elisée Dimketta Ibrahim KOMPAORE sont exclus à titre conservatoire de toutes les procédures de la commande publique jusqu'à leur comparution effective devant l'ORD ;**
- **que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.**

Ouagadougou, le 15 juillet 2025

Le Président de séance

Lévi SAWADOGO